

Banque mondiale Le bureau du Chapitre ouest-africain des parlementaires sur l'institution a été mis en place, samedi dernier. Voici le plan d'action des députés

Le bureau du Chapitre ouest-africain du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale (PNoWB) a été mis en place, samedi dernier, à Abidjan. L'assemblée générale constitutive dont les travaux se sont déroulés à l'Assemblée nationale, a porté l'honorable Mercy Almona Isei, une Nigériane, à la présidence du réseau sous-régional pour les deux prochaines années. Elle

a pour vice-président, l'Ivoirien Daléba Zozoro Jules. Comme plan d'action, celle-ci a déclaré que ses pairs et elle vont faire en sorte «de délibérer sur les questions de SIDA, de développement, de réduction de la pauvreté, de santé, d'assistance... pour lesquelles ils ont été élus. L'objectif étant de déboucher sur des résultats concrets. D'où, le sens du partenariat dans lequel



Le député Mercy Almona Isei, présidente du Chapitre ouest-africain et son vice-président, le député Daléba Zozoro (à droite). (PHOTO: B. M)

ils s'engagent résolument avec la Banque mondiale et tous les autres organismes qui militent en faveur du développement».

En effet, le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale a été créé en 2000 par un groupe de parlementaires en partenariat avec la Banque elle-même. Pour Daléba Zozoro, le président du Chapitre ivoirien, c'est une tribune pour «permettre aux députés de comprendre, d'interroger sur les activités de la Banque mondiale pour mieux jouer leur

rôle de contrôleurs». La mise en place du Chapitre ouest-africain du PnoWB traduit, selon le mot de Khalifa Sall, député sénégalais, «la volonté des parlementaires de cette sous-région de s'impliquer dans la gestion de l'aide au développement».

En plus des quinze pays de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Chapitre ouest-africain comprend la Mauritanie et le Cameroun. L'assemblée générale constitutive des 6 et 7

juillet 2007 d'Abidjan a permis aussi aux participants d'adopter cette initiative. Il a rappelé qu'un projet de prêt de 120

millions de dollars va être présenté à la mi-juillet au Conseil d'administration pour le financement du projet de démobilisation, réinsertion et réhabilitation communautaire.

ÉVELYNE AKA